

Suédoise : le budget ravive les discordes

Avant d'être « suédoise », la coalition fédérale s'était vu adosser le qualificatif peu flatteur de « kamikaze », tant l'association semblait risquée. Un an et demi plus tard, l'ajustement budgétaire 2016 donne lieu à une (nouvelle) épreuve de force, au moins en paroles, entre le CD&V et la N-VA. D'un côté, on reproche l'incompétence du ministre des Finances, de l'autre on dénonce des attaques systématiques et contre-productives.

Le retour du syndrome kamikaze ? Au sein même de la coalition, on reconnaît qu'il y a « *un grand problème politique* ». « *Pour la première fois, l'idée d'une crise est évoquée par certains au sein de la majorité, elle n'est plus exclue à 100 %, car on se rend compte que les rapports entre la N-VA et le CD&V s'aggravent, et que cela ne peut pas durer comme ça encore pendant trois ans* », relève de son côté le politologue flamand Dave Sinardet. En attendant, Didier Reynders (MR), vice-Premier

et ministre des Affaires étrangères, a annulé sa participation à une mission princière en Indonésie cette semaine, et Charles Michel, ainsi que Johan Van Overtveldt, ont écourté leur voyage en Chine, prévu la semaine prochaine. ■

Le syndrome « kamikaze » rattrape la suédoise

BUDGET La N-VA attaquée, Bart De Wever met en garde, les négociations débutent

- L'ajustement budgétaire 2016 donne lieu à de fortes tensions dans la majorité fédérale.
- Entre N-VA et CD&V, le torchon brûle.

Quoi de neuf dans la suédoise ? La possibilité d'une crise – et ce n'est pas un roman. Un peu la suédoise rattrapée par le syndrome « kamikaze », le nom donné à la majorité fédérale en 2014 lorsque les quatre partis qui devaient la composer (MR, N-VA, VLD, CD&V) négociaient l'accord de gouvernement.

Un an et demi plus tard, l'ajustement budgétaire 2016 (lire ci-contre) donne lieu à une épreuve de force, entre la N-VA et le CD&V spécialement. Sur VTM comme à la VRT, Bart De Wever s'est interrogé ce week-end : y a-t-il toujours la volonté politique, au sein du gouvernement, de parvenir à un accord ? Le même a qualifié de « *show* » les critiques dont son parti est la cible (le CD&V y va, la presse au nord n'est pas tendre) depuis que Johan Van Overtveldt, ministre des Finances, a rejeté sur l'administration la responsabilité des approximations commises dans l'évaluation des recettes fiscales et autres paramètres budgétaires.

De Wever a ponctué : « *Je peux l'accepter un temps. Mais s'agit-il d'un échauffement pour les négociations ou va-t-on continuer à dire non à toutes les propositions que nous mettons sur la table* » ? En ce sens, le leader de la N-VA a fait état d'une « *liste* » de propositions, visant à combler le trou budgétaire, s'agissant pour une part d'économies dans la sécurité sociale.

Van Overtveldt visé

Toutes choses qui hérissent le CD&V, très remonté (de Wouter Beke à Eric Van Rompuy) après les bévues du ministre des Finances, et très peu preneur de nouvelles économies dans la Sécu au moment où les organisations syndicales, parmi elles la CSC qui lui est proche, sont en campagne pour les élections sociales, en mai. Message chez les chrétiens-démocrates : « *Van Overtveldt a laissé 1,7 milliard de moins-values fiscales, à lui de trouver des solutions ! A côté de cela, il y aura un peu d'économies dans les départements ministériels, un peu dans la Sécu, c'est entendu* ».

Tout cela fait dire à un responsable au sein de la suédoise qu'« *il y a un grand problème politique* », et à un politologue flamand (enseignant à la VUB), Dave Sinardet, à la RTBF dimanche, ensuite contacté par nos soins, que « *pour la première fois, l'idée d'une crise est évoquée par*

certains au sein de la majorité, elle n'est plus exclue à 100 %, car on se rend compte que les rapports entre la N-VA et le CD&V s'empirent, et que cela ne peut pas durer comme ça encore pendant trois ans ». A son tour, Luc Coene, ex-gouverneur de la Banque nationale, a exprimé son désappointement dans le *Morgen* samedi, déplorant le climat d'affrontement entre partenaires et appelant le Premier ministre à tenir son rôle d'arbitre.

En attendant, Didier Reynders (MR), vice-Premier et ministre des Affaires étrangères, a annulé sa participation à une mission princière en Indonésie, et Charles Michel, ainsi que Johan Van Overtveldt, écourteront leur voyage en Chine, prévu la semaine prochaine. L'ajustement budgétaire requiert la plus grande attention. Tous restent concentrés... Bart De Wever n'a pas pris part dimanche à la « *Vlaams nationaal Zangfeest* » (lire page 5), au Lotto Arena à Anvers : il avait des engagements familiaux. En revanche, il a trouvé le temps (à la VRT) pour asséner un coup à la politique d'asile, à laquelle l'Europe devrait mettre fin à l'avenir, plaidant pour une fermeture des frontières européennes aux candidats réfugiés, sur le modèle du Canada, un pays qui n'accepte plus que les migrants bénéficiaires d'une poli-

tique de relocalisation. Un observateur croit comprendre : « *Son parti est en difficulté sur le budget, alors De Wever essaye de faire diversion avec des déclarations dans un autre domaine* ». ■

DAVID COPPI

RÉUNION DU KERN

Le trou de 2,2 milliards se serait fortement réduit

Un premier tour de table de quelques heures entre les principaux ministres du gouvernement fédéral a permis dimanche de réduire à 1,5 milliard, voire à un milliard d'euros, l'effort à réaliser pour ramener le budget 2016 de l'Etat sur la trajectoire budgétaire qui doit permettre un retour à l'équilibre en 2018, a-t-on appris dimanche soir de sources gouvernementales.

L'estimation initiale, fournie par le comité de monitoring, chiffrait cet effort à 2,2 milliards d'euros. Une première analyse des données fournies par les groupes de travail a d'abord fait gonfler ce montant à 2,4 à 2,5 milliards d'euros.

Mais des « corrections positives » ont ensuite permis aux ministres de réduire l'effort à 1,5 milliard, voire un milliard d'euros, a indiqué une source gouvernementale à l'issue d'une réunion de six heures du conseil ministériel restreint tenu dans la discrétion au domaine de Val Duchesse à Bruxelles.

Les montants que le gouvernement a décidé de consacrer au renforcement de la sécurité et à la lutte contre le terrorisme après les attentats de Paris ainsi que les 600 millions d'euros – voire davantage – destinés à couvrir les frais liés à l'accueil de 40.000 réfugiés seront en effet vraisemblablement sortis du calcul du déficit structurel de la Belgique, en accord avec la Commission européenne, selon des sources concordantes.

Le comité de monitoring n'aurait de plus pas tenu compte de l'impact de certaines mesures décidées par l'équipe Michel 1^{er} et qui n'ont pas encore été mises en œuvre – ou qui ne l'ont été que partiellement –, comme une augmentation prévisible des certains versements anticipés d'impôts.

Un nouveau conseil ministériel restreint (« kern ») devrait se tenir lundi soir. (b)

l'expert « Il faut des économies et de vrais impôts supplémentaires »

Les hommes politiques prennent leurs désirs pour des réalités », dénonce Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCL et senior fellow à l'Institut Itinera. « Mais la donne a changé : il ne s'agit plus de partager les fruits de la croissance, mais de répartir les efforts. »

Le budget, c'est comme une (mauvaise) série télé. Quand il est présenté en automne, on sait qu'il sera « corrigé » au printemps...

C'est devenu la règle : le budget est systématiquement irréaliste. Cela traduit la difficulté toujours plus grande

à réaliser des arbitrages dans un contexte de croissance faible. Depuis la crise financière, il ne s'agit plus de partager les fruits de la croissance, mais de répartir les efforts. Et les hommes politiques se réfugient dans le « wishful thinking » : ils prennent leurs désirs pour des réalités. La modernisation de l'Etat, par exemple, est censée permettre d'importantes économies, mais il n'y a pas de plan précis, ni le début d'une mise en œuvre. Autre exemple : les versements anticipés dans le cadre

de l'impôt des sociétés. L'an passé, le « trou » était d'un peu plus de 300 millions ; cette année, il est trois fois plus élevé. Mais on persiste à croire que les entreprises réaliseront les versements anticipés à 100 %, alors que la pénalité, liée aux taux d'intérêt à court terme, n'est plus dissuasive. Pire, le gouvernement a refusé de voir que l'indexation interviendrait en cours d'année, et non en 2017, puis « découvrir » un surcoût de 500 millions dans les comptes de la Sécurité sociale lié à l'indexation des prestations sociales. C'est carrément de la dissonance cognitive.

La N-VA exige des coupes dans la Sécu. À raison ?

On ne peut pas simplement répondre : pas touche à la Sécu ! Depuis plusieurs années, le papy-boom se fait sentir. Les personnes nées dans les années 50 arrivent à la retraite, et cela augmente les dépenses de pensions au rythme de 1,5 à 2 milliards par an.

La suédoise a réformé les pensions, non ?

L'âge de la retraite sera porté à 66 ans en 2025, puis à 67 ans en 2030. C'est pour le moyen terme. Il est vrai qu'on a durci les conditions d'accès à la pension anticipée. Mais il y a de plus en plus de gens dans la salle d'attente, qui partiront massivement en retraite d'ici à 2018. La fin de la législature s'annonce donc difficile. D'autant que le tax shift, s'il est compensé pour cette année, n'est pas financé pour les suivantes : il y aura un trou de 2 à 3 milliards à la fin de 2017. Au total, il manquera environ 6 milliards, car il faut tenir compte de l'accélération des départs à la pension en 2017-2018.

Dire qu'on pourrait s'en sortir cette année en reportant une partie de l'effort en 2017 et 2018, tout en maintenant l'objectif de retour à l'équilibre structurel en 2018, c'est donc prendre des vessies pour des lanternes...

Sauf à parier sur le retour miraculeux de la croissance, ou la découverte d'une baguette magique contre la fraude fiscale... C'est déraisonnable, presque malhonnête.

L'erreur n'est-elle pas de faire une fixation sur un objectif plus ambitieux que ce qu'imposent les règles européennes, alors que la reprise économique est modeste et fragile ?

Si on veut l'équilibre en 2018, c'est pour se donner les moyens de supporter les coûts du vieillissement et éviter que la dette publique s'emballe. Or, jusqu'à maintenant, on finance les dépenses croissantes de pensions par l'endettement. Mais on ne peut pas vivre à crédit indéfiniment.

Que faire ?

D'abord reconnaître qu'il faudra des économies dans les dépenses et de vrais impôts supplémentaires. Par exemple, on refuse toujours d'envisager une réforme de la fiscalité immobilière. Taxer les rentiers n'a ja-

mais été à l'ordre du jour, car nous vivons dans un pays de rentiers. Mais si l'État est pauvre, les Belges, en moyenne, sont riches. Il faut donc poser la question : comment les faire participer un peu plus au financement des biens collectifs et de la Sécurité sociale, chacun selon sa capacité contributive.

Ce n'est pas le discours que tiennent les hommes politiques. Prenez les voitures de société : si on en parle, c'est pour étendre l'avantage à d'autres formes de mobilité...

Les voitures de société coûtent, chaque année, 3,4 milliards aux finances publiques, pour moitié en moindres recettes de l'impôt des personnes physiques (IPP), pour moitié en moindres cotisations sociales. Mais chaque ministre raisonne à l'échelle de son département. Proposer d'étendre l'avantage des voitures de sociétés, c'est proposer d'encore réduire les recettes de la Sécu dans un contexte où les dépenses, elles, s'accroissent. Tout le monde raisonne comme si la Sécu appartenait à tout le monde, mais que personne ne devait se soucier de son financement. Cette mentalité doit changer. ■

**Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNIS**